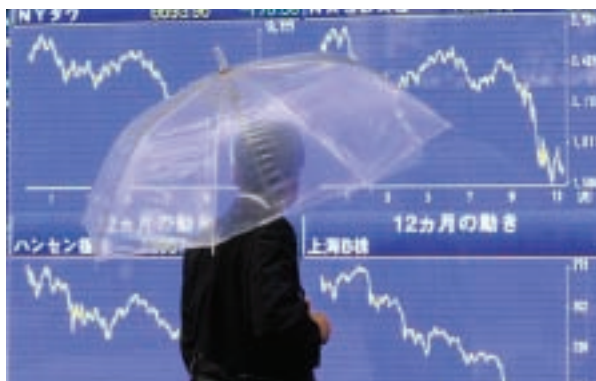


La crise économique s'aggrave

Il est temps de créer une économie au service du peuple

L'économiste des TCA Jim Stanford écrivait dernièrement : « Il s'est évanoui ce beau rêve de « Liberté 55 » les pieds dans le sable des Bahamas. Il faudrait plutôt parler de « Liberté 75 » à préparer les burgers chez McDonald... J'ai un doctorat en économie, et plus j'en apprendis sur cette crise, plus mon inquiétude augmente. »



Dès la fin de 2008, il ne faisait absolument plus aucun doute que notre système économique était plongé dans une profonde crise. Depuis, ça va de mal en pis. Les gouvernements ont sabré les dépenses, détruit les programmes sociaux, imposent des limites aux prestations d'a-e et éliminent les services aux citoyens mais réussissent néanmoins à dénicher des milliards, voire des trillions, pour ces voraces que sont les banques, les compagnies d'assurances ou les entreprises inefficaces pour renflouer un système économique dysfonctionnel sans aucune garantie en retour.

Comment se fait-il que ces économistes et chefs d'entreprise à qui nous devons ce chaos soient toujours aux commandes ? Y en a-t-il encore parmi nous qui croit toujours en leurs connaissances ou qui pense qu'ils en ont ?

La facilité avec laquelle les nouvelles économiques se contredisent est horripilante. À preuve, ces trois titres que je lisais récemment dans le cahier « affaires » : « L'économie fauche 61 300 emplois en mars; des sommets qui rivalisent avec ceux de la récession du début des années '80 » immédiatement suivi par ces deux autres titres : « Les profits surprises de Wells Fargo poussent la bourse vers un nouveau sommet... surpassant aisément les prévisions des analystes », et « Les prix du pétrole s'enflamment suite aux derniers bilans ».

Dans le premier article, on apprenait que depuis octobre notre économie avait « perdu » 257 000 emplois, le secteur manufacturier 134 000 à lui seul, ce qui, en comparaison aux deux dernières récessions à leurs débuts est trois fois le rythme de détérioration. C'est le secteur privé qui a subi toutes les pertes d'emploi. Les chiffres sont en fait supérieurs. 79 500 pertes n'ont pas été compilées du fait de l'augmentation des emplois à temps partiel. 1,5 mil-

lion de Canadiens sont au chômage. Le président du CTC Ken Georgetti disait : « Les chiffres sont effrayants, mais ce qui est troublant c'est que le pourcentage de Canadiens au chômage qui reçoivent de l'a-e est en déclin... seulement 42,8% des Canadiens au chômage recevaient des prestations d'a-e en janvier. »

Le prix humain de la crise

Le côté humain de cette crise en particulier et de l'iniquité économique en général passe souvent inaperçu.

Une récente étude parue en Grande-Bretagne s'interroge : « L'iniquité serait-elle la cause de tous les maux ? » L'examen d'une série d'indicateurs nous apprend que l'injection de fonds supplémentaires n'arriveraient pas à régler les problèmes de la Grande-Bretagne, mais que le partage de la richesse le pourrait. Cette étude conclut que tous les problèmes sociaux depuis le crime violent jusqu'aux grossesses chez les adolescentes ont pour source l'iniquité économique.

Voyons leurs conclusions d'un peu plus près. L'hypothèse selon laquelle il faut pousser la prospérité des riches au maximum pour qu'elle finisse par profiter à tous, que la richesse rend les sociétés plus saines et plus heureuses n'est plus vraie pour les pays développés. Prenons par exemple la santé - les États-Uniens - dont le pays est le plus inégalitaire des 22 pays développés (le Canada se range à mi-chemin) gagnent un tiers de plus que les Japonais - le pays le plus égalitaire - mais meurent 5 ans plus jeunes. Les sociétés inégales enregistrent davantage de crimes, ont trois fois plus de prisons et trois fois plus de problèmes de santé mentale, deux fois plus d'obésité, dix fois plus de grossesses chez les adolescentes, et plus d'analphabétisme. En Grande-Bretagne, les gouvernements travaillistes des années '70 ont réduit les écarts, mais l'inégalité économique a gagné du terrain dans les années '80 et l'écart des salaires s'est élargi au point d'être le plus marqué des pays développés. Il était de 40% supérieur en 2006 que ce



qu'il était en 1974.

Dans le présent contexte économique, les conditions ne s'améliorent guère. L'OIT avertissait en mars que la crise économique pourrait jeter au chômage jusqu'à 22 millions de femmes de plus que les 50 millions déjà au chômage en 2009 mettant ainsi en péril des gains en matière d'équité au travail comme à domicile. Le site « Abolissons la pauvreté » indiquait que « même si la crise financière a sérieusement frappé les pays riches, elle pourrait être dévastatrice pour les citoyens les plus pauvres des pays les plus pauvres. » On estime à 40 millions le nombre de personnes que la crise a replongé dans une grande pauvreté.

Les États-Unis comptent officiellement plus de 12,5 millions de chômeurs. Ajoutons ceux qui ont abandonné la recherche active d'un travail et les sous-employés, et ceux qui travaillent à temps partiel parce qu'ils ne peuvent pas travailler à temps plein - le chiffre passe à plus de 23 millions, ou 14,8 % de la main-d'œuvre.

Le sociologue Harvey Breuner a étudié les coûts sociaux reliés à la crise. Pour chaque point de pourcentage (1,5 million) d'augmentation du taux de chômage, nous pouvons nous attendre à 47 000 décès additionnels dont 26 000 crises cardiaques, 1 200 suicides, 831 meurtres, 635 morts causés par l'alcool. D'autres scientifiques ont noté une augmentation du nombre de vols, de mauvais traitements aux enfants et de violence conjugale. Ainsi, aux États-Unis, le taux de violence conjugale est de 4,7 % dans les cas où le partenaire masculin travaille. Ce taux monte à 12,3 % dans les cas où l'homme subit deux épisodes ou plus de chômage.

Plus près de chez nous, les statistiques sont tout aussi décourageantes. Selon le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), depuis la moitié des années '90, l'inégalité a grandi plus vite au Canada que dans la plupart des autres pays de l'OCDE y compris les États-Unis. Les gouvernements à travers le pays se sont employés à mettre le filet social en lambeaux et à sous-traiter le secteur public affaiblissant ainsi les « stabilisateurs sociaux » du Canada qui s'engagent durant les récessions pour amortir le

Simon Berlin
Directeur adjoint, SEP-B-Québec



La crise économique...

choc. Selon le bureau parlementaire du budget, ces stabilisateurs automatiques ont rétréci de moitié depuis la récession de 1980-81. Historiquement, un vaste secteur public canadien procurait des emplois stables et des services vitaux, mais cette force stabilisatrice dans notre économie est aujourd'hui terriblement réduite - de 50 % du PIB en 1994, elle se chiffrait en 2004 à 34 %. Avec les pertes d'emploi massives dans le secteur manufacturier, le Canada, qui est un pays qui dépend du commerce, est encore plus vulnérable aux commodités volatiles et aux fluctuations des volumes... exacerbés par le fait que plus de 80 % de nos exportations vont aux États-Unis. Au cours des 6 derniers mois, ces dernières ont chuté d'un tiers. Avec les gouvernements conservateurs au pouvoir, davantage souffriront.

Le CCPA a publié des données sur l'écart en croissance. Le salaire pour 13 % de tous les emplois au Canada est de moins de 8 \$/heure et le salaire de 24 % de tous les emplois occupés par le groupe 17-64 est inférieur à 10 \$/heure. Pas moins de 47 % de tous les bas salariés (72 % sont des femmes) en 1996 l'étaient toujours en 2001.

Les Bougon de l'élite corporative

Le conseiller principal et chef-adjoint du personnel de l'ex-président George W. Bush, Karl Rove, s'insurge contre l'approche d'Obama dans le Wall Street Journal:

« Obama disait à Londres que le sort du système financier mondial ne dépendait plus « uniquement de Roosevelt et Churchill discutant devant un brandy » - comme si la chose était mauvaise, et qu'Obama s'était plié aux exigences européennes pour abolir les paradis fiscaux et les fonds spéculatifs parce qu'il blâme les États-Unis pour la crise financière mondiale. »

Le site Web progressiste *rabble.ca* héberge de nombreux articles d'actualité qui critiquent l'indulgence excessive des entreprises et leur code éthique. On nous rappelle que les plus durement frappés par cette crise n'ont eu droit à aucune mesure de sauvetage. Des titres comme : « L'élite financière ne rougit devant rien », « Un PDG vaut combien ? », « À bas la cupidité », et « Des bonis au PDG pour des mises à pied », sont de bons exemples. Voici quelques extraits :

Linda McQuaig écrit :

Imaginons un moment ce qu'aurait été le débat public aujourd'hui si cette tourmente économique avait été causée par les syndicats.

(...)

Il va sans dire qu'il serait difficile d'imaginer la nomination d'un dirigeant syndical pour sauver financièrement les syndicats comme celle de

Chefs d'entreprise vs travailleurs au salaire minimum

En 2005, le salaire minimum en Ontario était relevé de 4,2 %, ou 624 \$ pour un travailleur permanent et à temps plein.

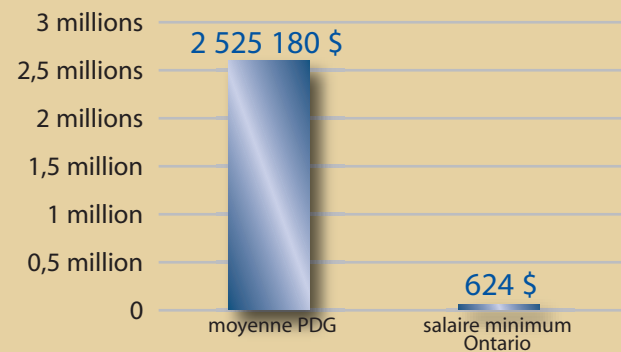
En 2005, le salaire moyen du PDG au Canada a augmenté de 39 % pour atteindre 2 525 180 \$.

C'est à midi quarante minutes le Jour de l'An que la rémunération moyenne des cent PDG les mieux rémunérés au Canada aura atteint le revenu qu'un travailleur canadien au salaire minimum gagnera en un an.

Une augmentation du salaire minimum à 10 \$ l'heure repousserait l'échéance à treize heures 50 minutes ce même Jour de l'An.

Source : Canadian Policy Research Networks

Hausse Rémunération en 2005



l'ancien PDG de Goldman Sachs Henry Paulson qui supervise la distribution des 700 milliards \$ à ses anciens amis de Wall Street.

(...)

On voudrait croire que ceux qui ont tellement insisté pour mettre en place ce programme soient aujourd'hui au moins un petit peu gênés.

Mais ils sont si influents ces gens de l'élite financière (...) qu'on les invite encore à la télé pour nous offrir leurs conseils économiques, à l'aise, comme s'ils n'avaient joué aucun rôle dans ce modèle de système économique de ce dernier quart de siècle.

Elle écrivait dans un autre article :

Le temps est encore loin où les présidents de banque vendront le journal L'Itinéraire au coin de la rue.

(...)

On nous dit qu'un salaire exorbitant est nécessaire pour inciter une grande performance.

L'ancien PDG de Merrill Lynch. John Thain a démolé ce boniment alors qu'il expliquait qu'il avait été nécessaire de

verser 4 milliards \$ en primes aux hauts dirigeants pour retenir les « meilleurs éléments », après que ces meilleurs éléments aient mené la compagnie à une perte nette de 27 milliards \$ et contribué à déclencher une récession mondiale. (Qu'auraient donc accompli des gens moins capables - engager une guerre nucléaire ?)

(...)

On a aussi noté que si les salaires des dirigeants de nos institutions financières étaient coupés, ils

pourraient se recycler comme enseignant ou travailleur de la santé.

Une lettre au The New York Times la semaine dernière plaidait en faveur du maintien des primes à Wall Street : « Sans ces primes, les gens de Wall Street chercheront un poste ailleurs. Voulons-nous vraiment de ces clowns incompetents et cupides pour bâtir nos maisons, enseigner à nos enfants ou conduire un taxi ? »

Trish Hennessey écrivait :

Au Canada, on peut être pauvre même en ayant un emploi permanent à temps plein si on est payé au salaire minimum.

(...)

Les travailleurs du Canada et des États-Unis ont depuis fort longtemps remarqué que le revenu des riches, qui composent 10% de la société, atteint des nouveaux sommets alors que la masse doit se partager une part de plus en plus maigre de ce qui reste de la richesse.

On nous a dit qu'il en était ainsi - que "notre" prospérité dépendait de ces magiciens au sommet. Mais aujourd'hui, après le fiasco des prêts hypothécaires à haut risque qui a déclenché la crise économique mondiale qui force la masse - par l'intermédiaire de ses gouvernements - à se porter au secours des grandes entreprises, on voit bien que cette double règle commence à craquer de partout.

S'il existe des lois régissant le salaire minimum pour les travailleurs, je me demande pourquoi il n'existe pas une loi régissant le salaire maximum pour l'élite corporative.

Voilà ce qui en est des mauvaises nouvelles. Voyons maintenant les solutions, les vraies!

Une économie plus verte et une croissance durable – Voyons les solutions

Selon un groupe de recherche états-uniens, le *Renewable Energy Project*, chaque mégawatt d'électricité produit par une éolienne génère 4,85 emplois à temps plein aux États-Unis. Ici au Canada, le CTC a englobé la question des investissements pour des projets verts d'infrastructure aux solutions proposées pour la reprise économique, et les avantages économiques offrent une alternative prometteuse.

Créons des emplois « verts »

- Des investissements « verts » dans les infrastructures génèrent davantage d'emplois nets que les investissements traditionnels dans les industries de combustibles fossiles, les baisses d'impôt ou les investissements pour favoriser les dépenses de consommation.
- Un investissement de 10 millions \$ sur deux ans peut créer 200 000 emplois dans ces cinq domaines : transport collectif, transport fer-

roviaire de passagers, habitations abordables, conservation de l'énergie par la modernisation des édifices et l'énergie renouvelable y incluant la cogénération et les « réseaux intelligents ».

- Les avantages liés à la création d'emplois augmenteront si les investissements sont assortis de critères portant sur le contenu canadien.

**Création d'emplois générée
par un investissement de 2 milliards \$
en deux ans dans 5 zones
d'investissements « verts »**

Emplois directs	93 500
Emplois indirects	58 600
Emplois incités	49 600
Création totale d'emplois	199 900

Nous avons ensemble une chance unique de remodeler notre système économique au service du peuple plutôt que de simplement consolider un système inégal et dysfonctionnel.

Qu'attendons-nous ? Allons-y.